



6 septembre 2017

L'honorable Carla Qualtrough
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement
11 rue Laurier, Phase III, Place du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Madame la Ministre,

Nous saisissons cette occasion pour vous féliciter de votre nomination en tant que ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et pour vous présenter notre Association. Depuis 1902, l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) est la voix des employés des bureaux de poste ruraux. Elle est la deuxième plus grande unité de négociation sous le couvert de Postes Canada, représentant les membres qui travaillent dans les bureaux de poste des villes et villages du Canada rural. Les membres de l'ACMPA, qui se composent à 95 % de femmes, exploitent 3260 bureaux de poste.

Alors que le gouvernement fédéral dévoilera bientôt ses décisions sur l'avenir de la Société canadienne des postes, je vous écris pour vous demander de rétablir la banque postale en tant qu'aspect important du futur service postal canadien.

Pour le Canada rural, particulièrement, la banque postale fait partie de l'avenir. Dans une étude que nous avons menée en 2014, plus de la moitié des communautés rurales interrogées n'avaient ni banque ou caisse populaire à proximité, alors que plusieurs autres communautés nous ont affirmé que leur banque ou leur caisse populaire n'offrait qu'un accès limité ou était sur le point de fermer boutique. Dans votre province, la Colombie-Britannique, 61% des communautés qui ont répondu n'avaient ni banque ou caisse populaire, et des services financiers n'étaient pas offerts dans plus de 1 200 communautés à travers le Canada.

Nos bureaux de poste sont partout et nous savons que la banque postale connaît du succès dans plusieurs autres pays. Ici, elle pourrait contribuer au développement économique des régions rurales du Canada et contribuer à maintenir la prospérité de Postes Canada; une solution qui ne fait que des gagnants.

Le récent budget du gouvernement libéral a mis l'accent sur une banque de l'infrastructure pour les projets à grande échelle. Alors que nous sommes d'un optimisme prudent, le secteur bancaire est aux prises avec de nombreux problèmes d'inaccessibilité, d'exclusion financière et d'exploitation. Les plus grandes banques empochent des milliards de dollars de profits chaque année. Manifestement, en tant que société, nous pourrions tirer parti du réinvestissement de ces profits dans nos communautés.

Rétablir notre banque postale serait une mesure bienvenue pour notre gouvernement. À ce jour, plus de 600 municipalités appuient la banque postale alors qu'un nombre considérable de Canadiens et d'entreprises affirment qu'ils utiliseraient ce service. Le PDG actuel continue de cacher à la population canadienne l'étude sur la banque postale de Postes Canada. Vous savez peut-être déjà que ses prédécesseurs étaient beaucoup plus ouverts à l'idée que Postes Canada offre des services financiers et autres services.

Nous devons aussi prendre en considération ce que le bureau de poste du 21^e siècle pourrait nous apporter. Postes Canada a le plus grand réseau de vente au détail et de distribution au pays, unissant les Canadiens au niveau national et international. À ce jour, elle demeure la plaque tournante des communautés rurales, tout comme elle l'a été pour plus de 100 ans.

Un détaillant doit se tourner vers l'avenir sinon il va succomber au passé. Les voitures électriques représentent l'avenir. Que se passerait-il si nous utilisions le vaste réseau de Postes Canada pour offrir le genre de changements que les Canadiens veulent réellement voir, telles des options écologiques qui appuient les communautés rurales, les communautés autochtones et les entreprises locales? Par exemple, des bornes de recharge pour véhicules électriques pourraient être installées dans tous les bureaux de poste où il serait propice d'en installer. Alors que votre véhicule recharge, vous pourriez en profiter pour effectuer vos envois postaux, vos transactions bancaires postales, ainsi que pour faire des emplettes par la même occasion. D'autres services pourraient aussi être lancés. Nos bureaux de poste peuvent devenir le moteur financier du développement économique et social du Canada rural. Ils pourraient aussi être les centres de référence en information des ministères fédéraux. Par exemple, de l'information ou des formulaires concernant les services suivants pourraient être offerts pour améliorer le trafic commercial et la clientèle :

- Banque postale et services financiers
- Trousses pour présenter une demande de numéro d'assurance sociale
- Demandes d'assurance-emploi
- Demandes du Régime de pensions du Canada
- Demandes de pension de la Sécurité de vieillesse
- Passeports
- Formulaires spécialisés d'impôt sur le revenu (les formulaires généraux d'impôt sont déjà disponibles)
- Prêts étudiants

À l'échelle provinciale, le bureau de poste pourrait vendre divers permis :

- Immatriculation et renouvellement d'immatriculation de véhicule à moteur
- Permis de conduire, assurances et renouvellement
- Permis de pêche
- Permis de chasse
- Licence de mariage, etc.

Des formulaires gouvernementaux provinciaux pourraient aussi être offerts, p. ex. des formulaires de demande de données de l'état civil, des formulaires pour les programmes sociaux, pour la taxe de vente, pour l'inscription des entreprises et des formulaires relatifs aux services de santé lors de changements de nom ou pour des nouveaux résidents.

L'ACMPA ne veut pas voler des emplois de personnes travaillant dans des centres urbains ou dans les ministères. Plutôt, nous appuyons ouvertement et faisons la promotion de l'instauration de ces services dans les communautés où ils ne sont actuellement pas offerts.

Dans son rapport annuel, Postes Canada a reconnu que le bureau de poste constitue le moyen le plus économique de livrer le courrier. Tous les Canadiens doivent pouvoir s'attendre à un moyen de communication et à une livraison du courrier abordables. Ceci ne peut se réaliser que par une société qui rend des comptes à la population canadienne par l'intermédiaire de ses représentants au parlement.

La recherche a démontré que les bureaux de poste de la Société qui sont composés de membres de l'ACMPA sont reconnus pour leur service responsable, professionnel et constant.

La solution est claire : ce que nous devons voir maintenant est la volonté de notre gouvernement de faire en sorte que ça se concrétise. Nous sommes conscients que ce doit être une période très occupée pour vous. L'ACMPA souhaite vous rencontrer pour discuter de l'avenir de notre service postal public dès que possible.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués,



Brenda McAuley
Présidente nationale
Association canadienne des maîtres de poste et adjoints

c.c. Karine Trudel (députée)